



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

11-02-2015

HSBC, derrière les « révélations »

Depuis quelques jours on nous abreuve de « révélations » sur HSBC et la fraude fiscale.

D'après les médias officiels l'administration fiscale française n'aurait pas chômé pour faire revenir l'argent de la fraude dans les caisses de l'Etat ! Au 5 février 300 millions (trois cents !) ont déjà (sic) été recouvrés après...4 ans d'enquête ! Ces informations ont été livrées au journal « Le Monde » par le Ministère des finances du socialiste Michel SAPIN ! D'autres millions supplémentaires seraient escomptés pour cette année (Combien ?...). 300 millions après 4 ans d'enquête, quelle cadence ! Il est vrai que la procédure, le « retour spontané de certains exilés fiscaux » a permis de récupérer 1,8 milliards d'euros en 2014. Un montant très faible par rapport aux 80 milliards que coûte l'évasion fiscale annuelle et tout ce qu'on va voir ci-dessous...

Pour la seule année 2014 les actionnaires du CAC 40 (les 40 entreprises les plus importantes de France) ont touché, eux, 56 milliards d'euros, 46 de dividendes et 10 d'actions gratuites, un bond de 30% comparé à 2013, grâce au gouvernement socialiste.

On découvre que des footballeurs, des vedettes de music-Hall et bien d'autres personnes ont utilisé la banque britannique HSBC pour frauder le fisc. Mais cela va beaucoup plus loin. Quelque 180,6 milliards auraient transité par la place de Genève entre 2005 et 2007 rappelle le journal « l'Humanité ». L'ancien informaticien de HSBC qui a révélé l'affaire a déclaré à la presse : « Il est impossible que les grandes banques françaises ne soient pas concernées. C'est une industrie dont on parle. Donc bien sûr que les banques françaises sont bien positionnées ...

L'arme de destruction massive de l'évasion fiscale » qui nous a été décrite n'existe pas, la réglementation va surtout mettre le paquet sur le fond du panier. Le haut du panier utilise les sociétés, les banques sont présentes par dizaines dans les paradis fiscaux.

Le taux d'imposition des banques françaises était de 35% en 1994, il est passé à 26% de 1995 à 2001, à 13%% de 2002 à 2009, à 8% depuis. En 2013 la principale place boursière française a progressé de 18%. En 6 ans des millions de milliards de dollars n'ont pas été investis dans la production de marchandises.

On compte aujourd'hui 9.000 fonds spéculatifs (Hedges funds) dans le monde, ils sont détenus à 50% par les banques, les fonds de pension, les compagnies d'assurances et par les grands groupes capitalistes qui les contrôlent.

Les 50 plus grandes banques et entreprises détiennent 4458 filiales dans les paradis fiscaux, la BNP en a 214, le Crédit agricole 26, AXA 23 etc.

Le projet de réforme bancaire de 2013 a été dicté par les grands banquiers français. La collusion a été évidente entre le trésor, Bercy et les banques. « Quand vous êtes haut fonctionnaire à Bercy, vous savez qu'à 45 ans vous allez plafonner dans votre carrière, vous irez pantoufler dans une banque avec un salaire multiplié par 10 ou 50 » peut-on lire dans une revue qui ajoute : « Pour les inspecteurs des finances, le départ vers le privé se fait de plus en plus tôt, certains quittent même le secteur public au bout de 4 années ».

Les allés -retours se multiplient aussi entre finance et politique, n'est-ce pas Mr MACRON ?

Le britannique Stephen GREEN, était Président de HSBC à l'époque des faits, il est devenu ensuite Ministre du Commerce et de l'investissement du gouvernement Cameron. Interrogé par la BBC, il refuse aujourd'hui de s'exprimer sur le sujet.

Le capitalisme s'oppose à toute solution qui fait obstacle à cette politique.

Dans la France d'aujourd'hui, il est indispensable d'imposer la nationalisation du système bancaire français et sa gestion démocratique par les représentants des travailleurs et du peuple.